

**CONFÉRENCE CANADIENNE DES ARTS
RAPPORT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE
Ottawa – 18 juin 2009**

Chers amis et collègues,

Comme le mentionne notre présidente dans son rapport, l'année qui vient de s'écouler a marqué une étape importante pour le repositionnement de la Conférence canadienne des arts. Conformément à notre plan stratégique triennal, nous avons gardé le cap tout au cours de l'année sur l'alignement stratégique de nos activités.

Le rôle important de la CCA comme observateur et analyste des enjeux culturels au niveau fédéral s'est manifesté entre autres par la publication de plus de 50 bulletins entre le premier avril 2008 et le 31 mars 2009. Comme à l'accoutumée, nous avons publié l'été dernier notre analyse annuelle du Budget fédéral vue de l'angle des arts, de la culture et du patrimoine. En réponse à plusieurs questions soulevées durant la dernière élection fédérale concernant les sommes consacrées par le gouvernement fédéral au secteur arts et culture, la CCA a publié une analyse couvrant la 39^{ème} Législature. Ce document a été cité à maintes reprises au cours de la campagne électorale et a même connu le rare honneur d'être mentionné durant le débat francophone des chefs de partis!

Nous avons mis sur pied un Comité consultatif sur la recherche, composé d'universitaires provenant de diverses institutions qui nous aident à identifier des projets de recherches pertinents pour le secteur et à développer des partenariats. Trois rapports de recherche ont été réalisés lors de tels partenariats dans le contexte de notre programme *Politique culturelle: nouvelle génération*. Nous avons donné suite avec nos collègues du Centre d'expertise sur la culture et les communautés de l'université Simon Fraser au rapport publié en mars 2008 intitulé *L'économie créative: de l'économie à l'écologie*: cette suite, intitulée *Work Flows and Flexicurity* (actuellement en cours de traduction) poursuit la réflexion et la recherche sur les conditions de travail des créateurs dans la nouvelle économie et sera rendue publique sous peu. Et en préparation pour la série de Forums régionaux tenus à l'automne, nous avons publié deux études sur la façon dont d'autres secteurs, tant au Canada qu'à l'étranger, réussissent à inscrire leurs priorités politiques à l'ordre du jour des décideurs.

Conformément à l'engagement de la CCA de faire avancer les intérêts du secteur arts et culture, j'ai accepté de devenir le président du Comité consultatif national sur les statistiques culturelles et d'être membre du Comité consultatif sur les industries de services à Statistiques Canada. Ce positionnement donne à la CCA la possibilité de collaborer avec l'ensemble des parties prenantes afin d'assurer que le secteur dispose en temps opportun des données et analyses nécessaires au développement et à l'évaluation des politiques et programmes essentiels à sa vitalité et à sa croissance. Cette position nous permet également d'étendre et de consolider les relations que la CCA entretient avec toutes les parties intéressées par les arts et la culture.

Durant toute l'année, et en conformité avec son plan triennal, la CCA a mis sur pied divers comités et groupes de travail qui assurent qu'elle est en relation soutenue avec les diverses composantes de ce vaste secteur et, par conséquent, qu'elle en comprend et reflète bien tous les enjeux essentiels.

Côté représentation des intérêts, la CCA a participé à plusieurs débats publics, notamment devant le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) sur un ensemble d'enjeux aussi importants les uns que les autres, notamment sur les nouveaux médias, la neutralité des réseaux et le financement de contenu canadien. Nous avons

communiqué nos recommandations au Comité parlementaire des finances, au gouvernement et aux partis d'opposition lors de la préparation du budget de stimulation économique. Nous avons comparu devant le Comité sénatorial des banques et du commerce dans le cadre de la révision du projet de loi C-10 et de la controverse concernant le potentiel de censure *a posteriori* des oeuvres cinématographiques de la part du gouvernement.

En ce qui me concerne, le moment le plus intense de l'année aura sans aucun doute été la série de 14 forums régionaux tenus sur une période de sept semaines l'automne dernier. Pour la première fois en trois ans et demi comme directeur général de la CCA, j'ai eu l'occasion d'aller rencontrer dans leur environnement les membres de notre organisation. Cela m'a confirmé le caractère unique de la CCA, à savoir sa capacité de rassembler divers artistes et travailleurs culturels d'une même communauté qui ont trop peu souvent l'occasion de débattre ensemble de sujets d'intérêt commun. Cette caractéristique particulière à la CCA, la largeur de son membership et son potentiel comme réseau de réseaux, constitue de loin sa plus grande force et est à la base de la contribution qu'elle apporte au secteur.

Comme le mentionne le rapport de notre présidente, le profil de la CCA a été grandement accru au cours des douze derniers mois, en partie à cause de la controverse qui a suivi l'abolition par le gouvernement de certains programmes jugés essentiels par le milieu, la part inattendue que cette controverse a jouée au cours de la campagne électorale, la publicité accordée à la CCA par les médias et la série des Forums régionaux qui ont suivi dans la foulée du scrutin fédéral. Tout cela a par ailleurs contribué à fournir à la CCA d'autres occasions de se faire connaître. Ainsi, en septembre, j'ai été invité à donner à Québec une causerie midi organisée par l'Institut national de recherche scientifique. En octobre, je participait à un débat sur la censure organisé par l'Université de Victoria, tandis qu'en novembre, l'université d'Ottawa m'invitait à rencontrer des étudiants. Et en février, je faisais partie à Toronto d'un panel organisé par la Books and Periodical Association sur le thème « Notre pays, notre culture ».

Le Secrétariat a connu certains changements au cours de l'année. Ainsi, nous avons eu le regret de perdre notre conseiller politique, Guillaume Sirois, qui s'est distingué en obtenant une bourse fort convoitée de la Fondation Walter and Duncan Gordon pour poursuivre des recherches sur la diversité culturelle dans les pays en voie de développement. Mais nous avons été chanceux de trouver en Jessica Litwin une excellente candidate pour prendre la relève de Guillaume. Nous avons restructuré le travail au sein du groupe de façon à dégager suffisamment de ressources pour créer un poste d'agent de développement, occupé par Alessia Bongiovanni qui jusqu'alors était mon adjointe exécutive. Et grâce en partie à une bourse du Conseil des ressources humaines du secteur culturel, nous avons pu renouer avec la tradition d'avoir une stagiaire au Secrétariat. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à accroître notre capacité d'analyse et de recherche tout en offrant à des jeunes remplis de talent une occasion de travail. Ainsi, grâce à l'excellent travail accompli cette année par Heather Robson, nous avons pu compléter le matériel pour notre Atelier 101 sur la politique culturelle : avec l'aide d'une bourse reçue de la Fondation Trillium, ce module sera présenté dans cinq communautés ontariennes au cours des prochains mois.

En dépit des réalisations de cette dernière année, il reste une ombre au tableau : la CCA doit pouvoir relever les défis financiers qui la confrontent si elle veut améliorer la façon dont elle s'acquitte de sa mission. Au cours des mois passés, nous avons adopté diverses mesures pour répondre à ces défis. Avec l'aide d'une consultante, nous avons exploré les stratégies susceptibles de mener à un financement accru, diversifié et stable. Cet exercice a mené à la conclusion qu'il n'y a pas de solution facile et que l'accroissement des revenus passe par une stratégie à moyen et long terme qui s'appuie sur une démonstration de la pertinence renouvelée du travail de la CCA, la recherche de plus de membres et la poursuite de généreux bienfaiteurs.

En conformité avec ces conclusions, la CCA s'affaire au développement de projets qui accroissent l'implication des membres. Dans les mois qui viennent, grâce aux sommes reçues de la Fondation Trillium, nous allons développer une stratégie de communications et un plan de recrutement et de rétention des membres. Entretemps, il nous a été nécessaire d'adopter une stratégie de réduction du déficit accumulé au cours du dernier exercice, stratégie qui comprend une réduction partielle de nos ressources humaines et un déménagement dans des locaux plus exigües et moins coûteux.

Il ne fait aucun doute que le chemin devant nous est encore parsemé de défis et de difficultés. Je crois cependant que nous pouvons être très fiers des progrès réalisés au cours des trois dernières années et je suis confiant que cette organisation sera capable de consolider sa place de leader, de catalyste et de défenseur des intérêts culturels comme le stipulent sa mission et la vision qui la sous-tend.

En terminant, j'aimerais remercier les membres du conseil et mes collègues du Secrétariat pour l'appui qu'ils ont continué de m'accorder au cours de l'année qui s'est terminée. Je tiens tout particulièrement à remercier notre ancien président, Robert Spickler, qui a été un généreux mentor au cours de mes trois premières années comme directeur général. Mes remerciements les plus sincères également à Keith Kelly qui, en tant que Conseiller politique sénior, m'a prodigué appui et conseils. Aujourd'hui, Keith quitte la CCA pour la seconde fois mais nous lui serons toujours reconnaissants de la contribution remarquable qu'il a faite à cette organisation sur une période de plus de treize ans.

Alain Pineau
Directeur général